



“ Préparer sa juste monnaie pour le droit d'usage de la route, c'est contribuer un franchissement rapide des postes péages ”

Prix:
250 Fcfa

Vision d'AFRIQUE

Hédomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 355 du 21 / 02 / 2023

OTR / IFFD

Plusieurs ^{P.6} formations à la carte à partir du 20 février 2023

La SP-EAU

11 ans d'engagement pour l'accès à l'eau potable au Togo ^{P.6}



Les grandes réformes de SEGUCE Togo ^{P.5}

L'année 2022 a été marquée par de grandes réformes au sein de la Société d'exploitation du guichet unique pour le commerce extérieur (SEGUCE) TOGO. L'institution a connu plusieurs évolutions qui ont impacté positivement...

MSC, l'Afrique peut enfin libérer son potentiel

P.4

Dans le cadre de notre engagement à long terme en faveur du transport maritime et de la logistique en Afrique, MSC a investi dans plusieurs nouveaux développements passionnants sur le continent en 2022. Ces nouveaux projets ont permis de renforcer les connexions vers les marchés clés d'Asie et d'Europe depuis l'Angola, la Namibie, la République du Congo et la République démocratique du Congo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.



Cadre de partenariat 2023-2027 entre le Togo et PNUD

L'Assemblée nationale pose son regard pour sa réussite

Après la primature, le Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, Aliou Dia, en fin de mission dans le pays, a fait le point de ses activités de 4 ans au Togo à Mme Yawa Djigbodi Tsègan, la Présidente de l'Assemblée nationale ce 17 février 2023. ^{P.3}

36^{EME} SOMMET de l'UA

Les crises en Afrique de l'Ouest mises sous cloche

P.3

La 36^{ème} assemblée ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine s'est ouverte le samedi 18 février 2023 au siège de l'institution à Addis-Abeba. Dans la capitale éthiopienne, la rencontre est présidée par le président de la Commission de l'Union Africaine,...

Communiqué

Chers abonnés,

Dans le cadre de l'amélioration de sa gestion de relation client Fibre, TOGOCOM procédera à l'identification des numéros de contact mobile de ses abonnés Fibre à partir du 10/02/2023.

Pour renseigner le numéro de contact mobile de votre ligne Fibre Togocom, prière vous rendre dans l'agence la plus proche muni(e) de votre pièce d'identité et votre numéro fixe ou simplement nous envoyer via **WhatsApp au 90928888** une copie recto/verso de votre pièce d'identité avec mention de vos numéros mobile et fixe.

Pour plus d'infos, appelez le 119.

Merci pour votre collaboration.

L'équipe TOGOCOM

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour



Cadre de partenariat 2023-2027 entre le Togo et PNUD

L'Assemblée nationale pose son regard pour sa réussite

Après la primature, le Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, Aliou Dia, en fin de mission dans le pays. a fait le point de ses activités de 4 ans au Togo à Mme Yawa Djigbodi Tsègan, la Présidente de l'Assemblée nationale ce 17 février 2023.



Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur la collaboration entre le PNUD, le gouvernement et la Représentation nationale au cours de ces quatre dernières années.

« Je suis en fin de mission au Togo après 4 ans de service, je suis venu ce matin saluer Son Excellence Madame la Présidente de l'Assemblée nationale surtout la remercier et solliciter ses prières pour ma

nouvelle mission dans un autre pays africain. Comme vous le savez, le PNUD a eu un projet important sur l'appui aux institutions. Parmi ces institutions, il y a l'Assemblée nationale avec qui nous avons travaillé pour aider l'institution à avoir un plan stratégique pour mieux cadrer, mieux orienter l'action de la représentation nationale, ça a été un document très important pour le parlement. Dans la

dynamique d'améliorer le travail parlementaire, nous avons eu à offrir du matériel informatique et de vidéoconférence à l'institution parlementaire pour permettre aux députés de pouvoir mieux travailler. Nous avons aussi collaboré avec l'Assemblée nationale pour la mise en place d'une plateforme digitale collaborative pour permettre aux députés de travailler aisément en ligne quelle que



soit leur position. Tous ces projets s'inscrivent dans un cadre de partenariat qui a été signé entre l'Assemblée nationale et le Système des Nations Unies en 2019, et ce partenariat est en cours, pas seulement le PNUD mais toutes les autres agences du SNU y contribuent et font un travail remarquable.

La rencontre a permis à la haute personnalité onusienne d'explorer d'autres pistes avec la présidente de l'assemblée nationale et se dit que l'équipe qui se met en place va continuer à travailler sur toutes ces questions. "Nous avons aussi parlé du travail que le PNUD est en train de faire dans l'autonomisation des femmes surtout sur la

participation des femmes dans les instances politiques, le rôle que les femmes ont à jouer dans les institutions comme l'Assemblée nationale" a-t-il relevé tout en précisant qu'un travail important est abattu par le gouvernement et par l'ensemble des acteurs, que l'Assemblée nationale voudrait capitaliser lors des prochaines législatives.

En rappel, Aliou Mamadou DIA, de nationalité sénégalaise, a officiellement pris fonction le 2 avril 2019. Il dispose de solides expériences dans le domaine du développement durable en Afrique avec le PNUD et d'autres organes du Système des Nations Unies.

36^{EME} SOMMET de l'UA

Les crises en Afrique de l'Ouest mises sous cloche

La 36^{ème} assemblée ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine s'est ouverte le samedi 18 février 2023 au siège de l'institution à Addis-Abeba. Dans la capitale éthiopienne, la rencontre est présidée par le président de la Commission de l'Union Africaine, le Tchadien Moussa Faki Mahamat.

Cette 36^{ème} Assemblée a été marquée par la passation de témoin entre le président sortant, le Sénégalais Macky Sall, et son successeur, Azali Assoumani, des Comores en tant que président en exercice de l'Union.

"Le président de la République fédérale des Comores va prendre le témoin" et le relais de la Présidence tournante de l'Union Africaine, a annoncé Moussa Faki Mahamat, le Président de la Commission de l'Union Africaine.

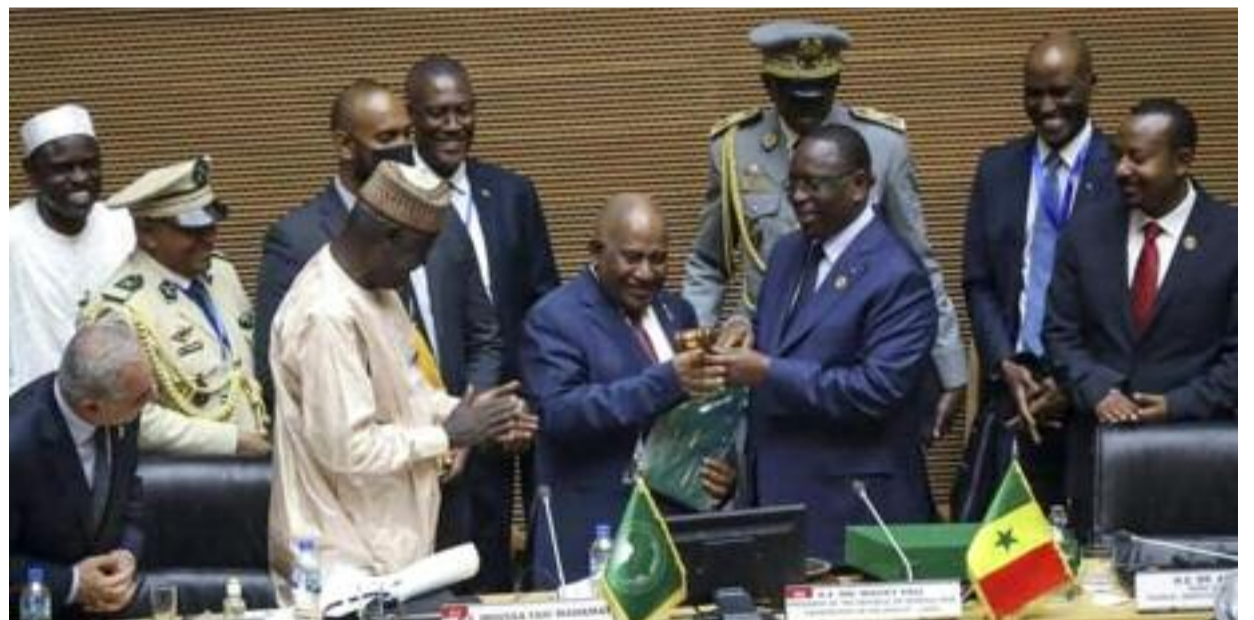
"Son engagement, son dévouement et son ambition pour l'Afrique nous permettront, j'en suis persuadé, de conduire sur les traces des six précédents

présidents en exercice que j'ai connus, une belle aventure au service de notre continent", a-t-il ajouté.

Aussi celui-ci n'a pas manqué de rendre un vibrant hommage à son frère, Macky Sall, dont "j'ai eu l'occasion d'admirer l'humilité et le naturel sans artifice. Ces qualités ont fait de notre expérience ensemble un exercice plaisant de rationalité, d'efficacité et de grande visibilité pour l'organisation", a-t-il déclaré.

Les défis qui attendent le nouveau président

Le président de ce petit archipel de l'océan Indien a



eu son moment de gloire lorsqu'il est monté sur le podium pour fixer le cap de son mandat pour le continent. Mais il aura fort à faire, une fois ce moment d'euphorie passé.

Il a d'ailleurs souligné le caractère « historique » qu'a constitué le choix de mettre à la tête de l'organisation africaine le président d'un petit pays de moins d'un million d'habitants, au moment où le continent fait face à de nombreux défis.

Au rang de ces défis, la remise sur les rails d'un marché commun africain qui tarde à se concrétiser, crises économiques et

alimentaires consécutives à la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine, ou encore crises sécuritaires aux quatre coins du continent... La tâche d'Azali Assoumani, qui a été mis en première ligne pour y faire face, ne sera pas des plus faciles. Selon l'ONG International Crisis Group, « il aura besoin du soutien d'autres hauts dirigeants africains pour assumer son mandat, compte tenu du poids diplomatique limité de son pays ».

Outre ces défis, le président comorien veut mettre l'accent sur l'urgence climatique, en tant que

représentant d'un pays insulaire, selon une source diplomatique comorienne. Et il espère également finaliser le projet initié par son prédécesseur, le Sénégalais Macky Sall : voir enfin l'Union africaine admise à la table du G20 lors de son prochain sommet en Inde.

Il est à noter que ce Sommet coïncide avec le 60^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du vingtième anniversaire de l'UA et de la première décennie de l'agenda 2063.

La Rédaction

MSC, l'Afrique peut enfin libérer son potentiel

Dans le cadre de notre engagement à long terme en faveur du transport maritime et de la logistique en Afrique, MSC a investi dans plusieurs nouveaux développements passionnants sur le continent en 2022. Ces nouveaux projets ont permis de renforcer les connexions vers les marchés clés d'Asie et d'Europe depuis l'Angola, la Namibie, la République du Congo et la République démocratique du Congo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.



L'Afrique est un marché de plus en plus important et en pleine expansion avec un énorme potentiel de croissance. Par le biais d'investissements continus dans des solutions maritimes, logistiques et terrestres, MSC est en mesure d'offrir des connexions efficaces entre le continent et ses partenaires importateurs et exportateurs du monde entier. Nos nouvelles escales directes vers l'Angola, la Namibie, la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC), le Sénégal et la Côte d'Ivoire ne sont que les derniers exemples de notre investissement dans la région depuis le lancement de notre premier service de ligne maritime vers l'Afrique en 1971.

Accroître les échanges commerciaux à destination

et en provenance des économies africaines à croissance rapide.

Selon les projections de croissance du PIB du FMI, [1] la RDC devrait être l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne en 2023, avec une augmentation prévue du PIB de 6,7%. L'Angola (3,4%) et la Namibie (3,2%) devraient également figurer parmi les pays les plus performants de la région. Pour atteindre leur plein potentiel, ces économies en plein essor doivent être mieux connectées aux marchés mondiaux grâce à des services directs et dédiés. C'est pourquoi nous avons étendu notre réseau en Afrique subsaharienne en décembre 2022, en ajoutant Pointe-Noire en République du Congo (CR) à nos services Africa Express et

Angola service afin de relier la région du Sud-Ouest aux marchés clés en Asie, Europe et en Inde.

Notre nouveau service Africa Express relie Xingang, en Chine, à Pointe-Noire. De là, les cargos sont ensuite acheminés vers la RDC via notre nouveau feeder service à Matadi. En conséquence, MSC peut désormais offrir des connexions directes entre ces pays africains et leurs principaux partenaires import/export en Chine, au Japon, en Asie du Sud-Est, en Corée du Sud et en Inde (via le port de transbordement sri-lankais de Colombo).

Le nouveau service Angola Express réduit de 11 jours le temps de transit entre l'Asie, Luanda et Namibe en Angola et Walvis Bay en Namibie.

Des temps de transit plus rapides pour les denrées alimentaires périssables en provenance du Sénégal.

La rapidité de mise sur le marché et l'équipement de haute qualité sont essentiels pour stimuler le commerce des denrées alimentaires périssables. Le nouveau service direct NWC-WAF de MSC relie Dakar à l'Europe du Nord, reliant efficacement les producteurs sénégalais aux fournisseurs de fruits, légumes et poissons surgelés sur les principaux marchés européens, y compris la France, la Belgique et le Royaume-Uni.

Lancé au début de la saison des fruits et légumes au Sénégal-Mali en novembre dernier, le service NWC-WAF a donné un coup de pouce immédiat aux exportations de haricots verts, de tomates cerises, de mangues, de maïs doux et de poisson congelé. Non seulement le nouveau service offre les temps de transit les plus rapides du marché (Anvers en sept jours, Londres en neuf jours et Le Havre en onze jours), mais il permet également aux exportateurs d'accéder à des équipements frigorifiques indispensables. MSC est l'opérateur de l'une des flottes de conteneurs frigorifiques les plus étendues et les plus avancées au monde, avec des équipements et une expertise à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement du froid.

Solutions terrestres intégrées pour la Côte d'Ivoire

Avec son économie en croissance rapide, la Côte d'Ivoire est un autre marché de plus en plus important, Abidjan fonctionnant désormais comme une plaque tournante régionale

de référence pour les affaires et le commerce en Afrique de l'Ouest. En desservant la région plus fréquemment et avec des temps de transit plus rapides, nous espérons contribuer à la croissance de ce pays.

En octobre 2022, MSC a établi une nouvelle escale directe à Abidjan sur notre service Africa Express, offrant les meilleurs temps de transit du marché entre l'Asie et la Côte d'Ivoire. Nos solutions maritimes, logistiques et terrestres intégrées à destination et en provenance d'Abidjan et au-delà facilitent davantage un transit rapide et efficace entre la région et les principaux partenaires en Chine, en Corée du Sud, au Japon et en Asie du Sud-Est.

Libérer le potentiel de l'Afrique

Au cours de l'année à venir, MSC a l'intention de contribuer davantage à l'évolution des réseaux de transport maritime et terrestre en Afrique. Nous espérons que nos nouvelles routes et infrastructures commerciales contribueront également à faciliter le commerce intra-régional, en renforçant les réseaux commerciaux et en soutenant les économies locales et régionales au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

L'établissement d'un commerce libre, équitable et abordable peut offrir des avantages économiques et sociaux incroyables aux économies locales, comme l'a expliqué Soren Toft, CEO de MSC, lors du Forum de l'ACEO en 2022, l'industrie du transport maritime relie les consommateurs aux producteurs. Cela rend le commerce possible et attire les gens vers la prospérité.

Le programme d'appui au développement à la base (PRADEB) est arrivé à son terme

L'initiative a été officiellement clôturée ce jeudi 16 février 2023

Le gouvernement a relevé que durant sa mise en œuvre, le mécanisme, soutenu par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), a permis de former sur le territoire, 578 Groupements d'intérêt économique (GIE), d'installer 200 plateformes multifonctionnelles, d'octroyer plus de 2 milliards FCFA de crédit à 1



260 jeunes. Surtout, il a favorisé la création de



8.660 emplois durables, rejoignant ainsi les autres programmes initiés par

l'exécutif au profit des communautés à la base et de la jeunesse.

A sa clôture, le PRADEB est crédité d'un taux d'exécution technique global de 98,97% sur le plan technique, et de 97,12% sur le plan financier.

Le coordonnateur du programme, Aristide Agbossoumonde a relevé que « L'impact est réel sur la vie des communautés ».

Pour vos annonces et publicités, veuillez nous contacter sur le 90118788

L'élaboration de la nouvelle stratégie 2023-2027 avec la banque mondiale

Les parlementaires donnent leur regard

Les parlementaires togolais ont reçu ce jeudi 16 février 2023 à Lomé une délégation de la Banque Mondiale (BM) conduite par le représentant résident Fily Sissoko, dans le cadre d'une consultation en vue de l'élaboration d'un nouveau « cadre de partenariat Pays 2023-2027 ».

Présidés par Yawa Djigbodi Tsegan, la présidente de l'Assemblée nationale togolaise, les discussions ont porté sur les propositions de projets et programmes prioritaires que le Groupe de la banque pourrait appuyer pour soutenir davantage les efforts du gouvernement. C'est dans le but de relever le double défi de la réduction de la pauvreté et d'une prospérité mieux partagée.

Il ressort de cette rencontre que 420 millions de dollars seront investis au Togo dans les 4 prochaines années. Le représentant résident de la Banque mondiale a indiqué que ce montant a déjà été décaissé

dans le cadre d'un nouveau partenariat-pays. Les domaines d'intervention sont la promotion de l'emploi, l'agriculture, l'intégration régionale et la sécurité.

« Notre principal défi est de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. Pour cela, avec ce nouveau cadre, notre objectif est que compte tenu de l'enveloppe limitée par rapport aux besoins, il faut vraiment intervenir dans des domaines très critiques », a indiqué Fily Sissoko.

Approfondir les actions de la Banque mondiale

Les parlementaires ont salué la tenue de ces



consultations qui ont permis de recueillir leurs suggestions et contributions sur les axes de développement actuels et futures du pays. Les parlementaires ont été rassurés de la prise en compte de leurs apports dans le cadre de partenariat pays pour les 4 prochaines années.

La présidente de l'Assemblée Nationale, Djigbodi Yawa Tsegan a salué les multiples actions de la Banque Mondiale au Togo, et a encouragé le chef d'équipe de l'institution à

poursuivre la dynamique enclenchée par ses prédécesseurs.

« Je suis persuadée que votre mission dans notre pays tracera une nouvelle ère d'affermissement et de diversification des relations de coopération entre le Togo et le Groupe de la Banque Mondiale. Elle permettra également d'approfondir les axes de coopération en vue de contribuer à relever les grands défis auxquels notre institution parlementaire et notre pays sont confrontés », a-t-elle déclaré.

Mme Tsegan a également réitéré l'engagement des

députés à œuvrer ensemble avec l'institution financière pour la réussite de ces consultations en vue des résultats probants pour le développement durable du Togo.

Il faut rappeler que le portefeuille actuel de la Banque mondiale au Togo est de 896 millions de dollars répartis dans 17 projets nationaux (420 millions) et régionaux (476 millions). Les domaines d'intervention sont les infrastructures, la gouvernance, le développement durable et les changements climatiques.

Les grandes réformes de SEGUCE Togo

L'année 2022 a été marquée par de grandes réformes au sein de la Société d'exploitation du guichet unique pour le commerce extérieur (SEGUCE) TOGO. L'institution a connu plusieurs évolutions qui ont impacté positivement les opérations du commerce extérieur togolais.

La société se dit avoir mis en avant, les cinq principales réformes qui ont été opérées au cours de cette année et significativement impacté le cours des choses. Il s'agit entre autre de la « levée de la restriction du Vu A Quai », « l'intégration des opérations de la PIA », « l'intégration de la Garantie Unique », « la séparation des manifestes mixtes (conteneurs et véhicules) » et « l'intégration de la Taxe Chambre de Commerce ».

De quoi s'agit-il concrètement ?

Au lancement de la phase « Import Conteneur » du GUCE, il était indispensable qu'un conteneur à l'importation soit « Vu A Quai » pour que les formalités

d'importation puissent être finalisées. Avec la levée de cette restriction, les opérateurs économiques peuvent aller au bout des formalités avant le débarquement de leurs conteneurs, et ainsi les sortir plus rapidement à leur arrivée. Ce changement permettra de gagner jusqu'à 48 heures de temps sur les délais des formalités.

Intégration des opérations de la PIA

Élément central de la stratégie des autorités togolaises pour faire du Port Autonome de Lomé un hub logistique de premier plan dans la sous-région, l'intégration des opérations du port sec franc de la Plateforme Industrielle

d'Adetikopé a permis de fluidifier son fonctionnement et de faciliter son intégration dans la chaîne logistique du PAL.

Projet phare des cautions nationales du Togo et du Burkina Faso pour le passage des marchandises en transit, l'intégration du paiement de la garantie unique au DFU permet d'accélérer le passage des marchandises à travers une collecte unique du Fonds de Garantie Routier pour le compte des deux pays, réduisant ainsi les formalités et améliorant ainsi la transparence et la sécurisation du paiement et du reversement de la caution Séparation des manifestes mixtes (conteneurs et véhicules)



Les manifestes regroupant des véhicules à nu et des conteneurs sont dorénavant séparés et directement enregistrés sur les bureaux de douanes dédiés respectifs, facilitant la prise en charge et en le suivi par les services douaniers en charge de chaque bureau, et améliorant ainsi leur productivité.

Intégration de la Taxe Chambre de Commerce

Précédemment collectée et reversée par plusieurs canaux, l'intégration de la perception de la Taxe

Chambre de Commerce au DFU a permis à la CCI-Togo de simplifier la perception de la taxe et d'accélérer son reversement, améliorant ainsi la transparence et la sécurisation de la collecte de cette redevance.

« SEGUCE Togo, continue de faire une veille active afin de répondre rapidement aux besoins de la communauté portuaire, par l'adaptation permanente du GUCE aux nouveaux défis et évolutions des règles et des procédures », rassurent ses premiers responsables.

36ème sommet de l'UA

Les crises ouest Africaines, les parents pauvres,

Les dizaines de textes adoptés dimanche 19 février vont d'une décision sur le rapport du président rwandais Paul Kagame sur les réformes institutionnelles de l'Union africaine à une motion de remerciements au président sortant, le Sénégalais Macky Sall, en passant par une résolution qui revient chaque année sur

la levée du blocus que les États-Unis imposent à Cuba depuis des décennies.

Les points qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus au niveau des ministres avaient été laissés à la discrétion des chefs d'États, mais plusieurs d'entre eux restent en suspens. C'est le cas pour le statut d'observateur accordé

à l'État d'Israël et suspendu depuis une année en attendant le rapport d'un comité ad hoc qui ne s'est pas réuni jusqu'ici. Les chefs d'États ont donc décidé d'attendre ses conclusions. « C'est leur façon d'évacuer un problème qui les divise profondément », reconnaît un cadre de l'UA.

Beaucoup de ces documents sont des vœux pieux. « Ils reviennent chaque année, quasiment sous la même forme », ajoute la même source. Sauf pour celui qui « les préoccupent le plus » dit-elle, en parlant du

rapport du Conseil paix et sécurité sur les différentes crises qui secouent le continent.

Organisation d'une conférence de réconciliation en Lybie, renforcement des sanctions contre le Mali, le Burkina Faso et la Guinée décidé par la Cédéao, ou encore appropriation des décisions du mini-sommet sur l'Est de la RDC... Les chefs d'États ont suivi le Conseil paix et sécurité. Mais cela ne veut pas dire que toutes ces crises vont être résolues d'un coup de baguette magique, reconnaît

le cadre de l'UA.

L'Union africaine maintient sa « tolérance zéro » face aux changements de pouvoir non-démocratiques

L'Union africaine a réaffirmé sa position, dimanche 19 février, en clôture du 36e sommet de l'organisation, quant aux changements de pouvoir anticonstitutionnels : c'est toujours « tolérance zéro ». En amont du rendez-vous, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, suspendus de l'UA et de la Cédéao suite à des coups d'État,

La SP-EAU

11 ans d'engagement pour l'accès à l'eau potable au Togo

Le Togo ambitionne améliorer l'accessibilité du réseau public d'eau potable et la pression de service surtout à Lomé dans les années à venir. Ce réseau d'eau va nettement s'améliorer dans les années à venir. C'est ce qu'a confirmé M. Ludovic Koubonou, Directeur général de la Société de Patrimoine Eau et Assainissement (SP-EAU), lors d'une émission radiophonique tenue le jeudi 16 février 2023 chez nos confrères de Victoire FM dans l'émission « Audi actu ». Il a saisi de l'occasion pour présenter le bilan des activités réalisées depuis la création de la SP-EAU à ce jour puis dévoilé les perspectives qui sont dans les tuyaux.

Pour M. Ludovic Koubonou, la SP-EAU se rapproche des objectifs qui lui sont assignés. Il a ainsi donné la short list des projets qui ont été réalisés à ce jour au profit de la population. Malgré les difficultés rencontrées sur le terrain, l'homme reste optimiste et rassure que les objectifs de la feuille de route gouvernementale 2025 seront atteints.

«La création de la SP-EAU est l'un des produits issus de la réforme du secteur de l'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques engagée en 1996 par l'état. En effet face au constat que le sous-secteur était dans une situation de déficit et de précarité financière chronique, cette réforme a pour objectif de créer un cadre de gestion autonome, financièrement viable, capable d'assurer à coût abordable l'accès à l'eau potable d'un plus grand nombre de populations togolaises. La réforme a mis en place un nouveau schéma institutionnel, avec un Concessionnaire, la SP-EAU et un Exploitant, la TdE qui désormais devront assurer le service public d'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées



domestiques performant”, précisé M. Ludovic Koubonou.

Les raisons d'existence de SP-EAU malgré que la TdE approvisionne depuis des années la population en eau potable

Pour M. Ludovic Koubonou, il n'est nul besoin de confondre les deux services ou au pire des cas, les comparer. Selon ses explications la différence entre les deux services publics se trouve dans les missions, la SP-EAU (Concessionnaire) réalise les infrastructures notamment les forages, stations de traitements, réseaux etc. et les donne en exploitation à la TdE (Fermier).

Les deux sociétés ont pour zone d'intervention les

milieux urbain et semi-urbain et pour missions en qualité de société concessionnaire du patrimoine de l'Etat, la SP-EAU recherche les financements, gère les investissements, assure la maîtrise d'ouvrage des projets d'infrastructures et contrôle les délégués et porte le service de la dette dans le domaine de l'eau et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques en milieu urbain et semi-urbain. En qualité de société fermière, la TdE est en charge de l'exploitation et de la maintenance des systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées domestiques en milieu urbain et semi-urbain, a-t-il expliqué.

Face au constat que le

sous-secteur était dans une situation de déficit et de précarité financière chronique, cette réforme a pour objectif de créer un cadre de gestion autonome, financièrement viable, capable d'assurer à coût abordable l'accès à l'eau potable d'un plus grand nombre de populations togolaises. La réforme a mis en place un nouveau schéma institutionnel, avec un Concessionnaire, la SP-EAU et un Exploitant, la TdE qui désormais devront assurer le service public d'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques performant.

Le directeur général de la SP-EAU a également expliqué la longue durée de réalisation des projets d'eau potable. Il a relevé l'annonce des projets est souvent faite le jour de la signature de la convention de financement.

« Mais souvent beaucoup de formalités administratives restent encore à finaliser (les signatures complémentaires, la levée des conditions suspensives.), d'une part, les délais des processus de recrutement des bureaux d'études et des entreprises des travaux, la faiblesse technique des entreprises lors de la réalisation des travaux d'autre part », a relevé M. Koubonou.

De 2013 à 2022 plusieurs projets ont été réalisés notamment le Projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé -phase 1 et 2, le Projet d'alimentation en eau potable des centres semi-urbain du Togo, le Programme national de Développement Eau /AFD, le Projet d'Eau et d'Assainissement au Togo-phase 1 et 2.

Au rang des projets en cours actuellement, on note le Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara et ses environs, le Projet d'alimentation en eau potable des centres semi-urbain du Togo, le Programme national de développement eau /AFD.

La feuille de route gouvernementale 2025, pour ce qui la concerne, M. Ludovic Koubonou assure que malgré « les retards enregistrés sur certaines composantes, les objectifs de la feuille de route seront atteints au regard des résultats de la table ronde avec les bailleurs les 1er et 2 décembre 2022 ou des engagements des PTF à hauteur d'environ 395 millions USD ont été pris ».

Il n'a pas manqué d'évoquer les difficultés que rencontre la SP-EAU dans sa mission. Selon lui, elles sont principalement d'ordre financier.

« Le secteur se finance sur la vente d'eau et les tarifs actuels remontent à 2002 donc largement dépassés », a-t-il dit.

En termes de perspectives, il promet que l'accès au réseau public d'eau potable et la pression de service surtout à Lomé vont nettement s'améliorer dans les années à venir.

« Les perspectives sont de soumettre des requêtes de financements aux Partenaires techniques et financiers ordinaires et de contracter avec des partenaires privés un partenariat public et privé (PPP) pour la réalisation des travaux relatifs à l'amélioration de la production d'eau (champ captant, barrage sur le Zio, prise sur Mono et le dessalement) », a-t-il précisé.

OTR / IFFD

Plusieurs formations à la carte à partir du 20 février 2023

L'Office Togolais des Recettes, en vue d'accroître le niveau d'expertises fiscales des opérateurs économiques pour une meilleure maîtrise des textes et procédures, porteuse de rendement pour les entreprises, l'Institut de formation fiscale et douanière de l'OTR organise à leur intention, des formations à la carte.

Ces formations pour le compte de l'année 2023 s'adressent aux : Comptables des entreprises/Experts comptables; Cabinets de notaires et d'études; Commissionnaires en douanes agréés: Déclarants en douane; Importateurs/Exportateurs, Agences maritimes et aériennes, Personnel des régions financières;

Géomètres agréés/géomètres topographes/entreprises de génie civil et de BTP;



Etudiants /universitaires.

Plusieurs thèmes sont choisis relativement en lien aux Impôts selon un calendrier des formations. Du passage du résultat comptable au résultat fiscal: traitement extracomptable des opérations du 20 au 24 février 14 avril 2023, Procédures de déclaration et de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du 10 au 14 avril 2023, Fiscalité internationale et prix de transfert, du 06 au 10 mars 2023 et Fiscalité applicable

aux professions libérales du 21 au 25 août 2023.

Pour les thèmes relatifs à la Douane, il s'agit des procédures de déclaration des marchandises au cordon douanier du 27 février au 03 mars 2023, Valeur en douane des marchandises 17 au 21 avril 2023, Tarif et technologie tarifaire du 19 au 23 juin 2023, Système informatique douanier (Sydonia World) du 21 au 25 août 2023, Contentieux douanier du 16 au 20 octobre 2023 et le troisième relatifs au Cadastre les

Bases de la topographie du 21 au 25 août 2023, Systèmes de positionnement par satellites et leur application au cadastre (GNSS) du 23 au 27 octobre 2023.

Les inscriptions sont ouvertes au secrétariat de l'IFFD-OTR, au contact +228

70 79 09 59/22 53 14 00.

Ils rappellent que les frais de participation sont fixés à deux-cent mille (200 000) FCFA par participant et par module. A la fin de cette formation un certificat de formation sera délivré à chaque participant.



Extrémisme violent

HCRRUN forme les comités locaux de Paix des savanes

Le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a lancé une formation à l'endroit des Comités locaux de paix (CLP) de la région des Savanes. Ces derniers sont outillés pour la lutte contre l'extrémisme violent à travers cet atelier qui porte sur les techniques d'écoute des communautés victimes et la lutte contre le phénomène. C'est ce mardi 14 février 2023 que l'atelier s'est ouvert à Lomé.

Le HCRRUN veut à travers cette formation imprimer une nouvelle dynamique à l'action de ces comités locaux de Paix qui sont ces relais sur le terrain.

« Il sera essentiellement question au cours de ces rencontres, grâce à des exposés et communications

par des experts portant sur les thématiques en lien avec ce fléau non seulement d'appréhender l'évolution du phénomène dans le temps et dans l'espace mais également de maîtriser les conséquences de ce mal et les mesures prises et l'endiguer dans le contexte togolais. Dans un pays comme le



notre ou se côtoie pacifiquement une quarantaine d'ethnie. Il s'agira pour les communicateurs de mettre en relief la tolérance culturelle et religieuse qui a toujours caractérisé le peuple togolais. » a déclaré Daboya Awa Abdou-Nana, la présidente du HCRRUN.

Le choix des comités

locaux de Paix répond à un combat existentiel du Togo et dont le HCRRUN porte la préoccupation et vise à accompagner les efforts du gouvernement afin d'ériger les défenses aussi bien militaires que socio-économiques et culturelles

« En choisissant prioritairement les Comités locaux de paix comme groupe cible pour suivre

cette session de renforcement de capacités, le HCRRUN entend permettre à ces structures d'imprimer à leurs actions une nouvelle dynamique en adéquation avec le combat engagé par l'Etat togolais contre l'extrémisme violent. Il ne pouvait en être autrement lorsqu'on sait l'importance de la collaboration qui existe entre les comités locaux de Paix et les autorités locales d'une part, et d'autre part, le rôle de mobilisation des populations que jouent les membres de ces structures dans leurs communautés respectives », a indiqué Daboya Awa Abdou-Nana

La cérémonie d'ouverture a vu la présence du ministre de la Sécurité et de la protection civile, le général Damehame YARK.

10e édition de Togocom FIMO228

La Haute couture africaine en sensation à Lomé

La 10e édition de ce festival international, Togocom FIMO228 a pris fin ce dimanche 19 février 2023 à travers une grande Award au cours de laquelle des distinctions ont été décernées aux acteurs de la mode.

Après le 1er défilé grand public du Festival International de la Mode au Togo (Togocom FIMO 228), place ce samedi 19 février 2023 au défilé VIP. L'événement a tenu toutes ses promesses.

Dans les jardins de l'hôtel Onomo de Lomé, c'est une autre dimension de la mode qu'a démontrée l'équipe d'organisation de cet événement.

Un véritable et d'enchantement. Les mannequins dans une grande confiance ont mis en avant leur talent exceptionnel pour la mode africaine.

Les autorités présents, notamment le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, le ministre en charge de la culture et du tourisme,

Dr Lamadokou ont été séduit par l'accent mis sur les créations vestimentaires. Chaque tenue était un exemple de l'innovation et de la créativité des designers impliqués dans cette initiative.

Pour les organisateurs, l'idée est de faire de Lomé, la capitale de la haute culture africaine en mettant en avant le talent de tous les acteurs de la mode. On peut retenir sur la scène des créateurs et des mannequins venus de plusieurs pays du continent. Au rang de quelques grands créateurs présent à ce grand festival de la mode, Parfait Ikouba du Cameroun, Imparti Moda de l'Allemagne, Yemi Okounsoya de Londres, Helmer Joseph du Canada, Desmo Design du Togo, Grâce Wallace....



Tous ces créateurs ont fait défilés leurs créations, qui illustrent les caractéristiques non seulement de leurs pays mais aussi la valeur culturelle de l'Afrique. Ils ont par leur génie créateur respecté le thème de cette 10ème édition en lien avec la protection de l'environnement.

« Le but, c'est de transformer le Togo en capitale de la mode internationale parce que nous avons beaucoup de créateurs talentueux, des photographes, des coiffeurs, et beaucoup de mannequins très talentueux », a indiqué Jacques Logoh, Promoteur de Togocom FIMO228.

Il a relevé que l'ambition est très grande et chaque

année, "nous essayons d'amener de grands créateurs internationaux pour permettre aux créateurs togolais de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs. Et quand on a aussi l'occasion, on fait voyager les créateurs togolais pour faciliter le partage d'expérience », a renchérit le promoteur.

Avec le soutien de ses différents partenaires, les promoteurs de Togocom FIMO 228 ont mobilisé comme chaque année, des designers, mannequins et photographes de renom, pour atteindre leur objectif, celui de la célébration de la beauté, de l'innovation et de la responsabilité environnementale.

« Pour une sixième année

consécutive, nous avons l'honneur d'assurer la couverture de ce grand événement de mode en Afrique francophone qu'est le Fimo228 - Festival international de la Mode au Togo. En effet, sur un fashion week, le photographe de mode tient un rôle essentiel. Ayant pour mission de prendre des clichés de mannequins portant des vêtements, des chaussures ou des accessoires destinés à être vendus, il joue un rôle déterminant dans le processus de valorisation et de promotion du produit », a expliqué Victor Akpani, Photographe professionnel et créateur digital.

Le FIMO 228 a pour objectif de créer un réseau d'échange et une collaboration pérenne entre les créateurs en Afrique. Aussi FIMO 228, se veut un cadre pour former les jeunes créateurs ou aspirants créateurs sur l'entrepreneuriat de la mode, promouvoir le talent des jeunes créateurs et mannequins et lutter contre la précarité.

36ème sommet de l'UA

Les crises ouest Africaines, les parents pauvres,

avaient demandé leur réintégration, rappelle Florence Morice à Addis-Abeba. En vain. L'ambassadeur Bankole Adeoye, le commissaire paix et sécurité de l'Union africaine, l'a à nouveau martelé :

« L'assemblée a réaffirmé sa tolérance zéro face aux changements de gouvernement anticonstitutionnels. L'Union africaine maintient qu'elle ne tolère, en aucun cas, les méthodes non-démocratiques pour accéder

au pouvoir politique. »

« Le département paix et sécurité de la commission est disponible pour mobiliser davantage de ressources humaines, techniques ou financières pour aider ces pays à faire face au fléau du terrorisme par le biais de la réforme de leur secteur de la sécurité. Je voudrais vraiment vous assurer que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider ces États membres à revenir dans la famille, s'ils travaillent de leur côté à restaurer l'ordre



constitutionnel. »

Samedi 18 février, les pays membres de la Cédéao, réunis à Addis-Abeba, avaient également décidé de maintenir leurs sanctions contre le Mali, le Burkina Faso et la Guinée et

d'imposer en outre des « interdictions de voyager » aux membres du gouvernement et aux représentants de ces pays. En clôture du sommet de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA, a

également invité à réfléchir à l'opportunité de privilégier « les sanctions individuelles » ciblées pour dissuader ceux qui veulent procéder à des changements non constitutionnels pour éviter « que des sanctions générales puisse toucher aux intérêts



FORMATIONS A LA CARTE 2023

Renforcez les capacités d'analyse et les connaissances fiscales de vos collaborateurs à l'institut de formation fiscale et douanière de l'OTR pour le compte de l'année 2023

A partir du 20 février 2023



INSCRIPTION

200 000 FCFA / Module

Secrétariat de l'IFFD-OTR,
+228 22 53 14 00
+228 70 79 09 59

07h 30 à 12h 30
14h 30 à 17h 30



CIBLES

Dirigeants des entreprises,
Experts comptables,
Comptables agréés
Entrepreneurs,
Industriels,
Personnel des régies financières
Etudiants
Universitaires



Pour plus d'informations,
scannez et téléchargez le catalogue

THEMES	PERIODES
1. Du passage du résultat comptable au résultat fiscal : traitement extracomptable des opérations	20 au 24 février 2023
2. Procédures de déclaration des marchandises au cordon douanier	27 février au 03 mars 2023
3. Procédure de déclaration et de paiement de la TVA	10 au 14 avril 2023
4. Valeur en douane des marchandises	17 au 21 avril 2023
5. Fiscalité internationale et prix de transfert	06 au 10 mars 2023
6. Tarif et technologie tarifaire	19 au 23 juin 2023
7. Fiscalité applicable aux professions libérales	21 au 25 août 2023
8. Système informatique douanier (SYDONIA WORLD)	21 au 25 août 2023
9. Bases de la topographie	21 au 25 août 2023
10. Contentieux douanier	16 au 20 octobre 2023
11. Systèmes de positionnement par satellites et leur application au cadastre (GNSS)	23 au 27 octobre 2023

www.iffd.otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2^{ème} von derrière
EPP Kélégougan
Récepissé :
N° 0508 / 02 / 02 / 15 / HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo

Directeur général chargé de la publication:
Adam Adjronou
Tél : 90118788
Email :
adamadjronou@gmail.com
Site : www.afriquevision.com

Rédaction
Adam Adjronou
Norbert Dansou
Cécile Akossiwa
DOLEME

Infographie
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie: Light print
Tirage :
2500 exemplaires